



REGARDEZ EN HAUT



L ' A P P E L

Pour l'union du bas
contre le haut

I. LÀ-HAUT

Toute votre vie politique s'est jouée entre la gauche et la droite. Personne ne vous a jamais appris à regarder en haut.

C'est pourtant là-haut que tout se décide.

II. DEUX VIES, UNE SEULE HISTOIRE

Elle s'appelle Nadia. Elle est aide-soignante. Elle se lève à cinq heures, elle porte des corps toute la journée, et le 20 du mois, elle compte. Elle vote à gauche, parce qu'on lui a dit que la gauche défendait les gens comme elle.

Il s'appelle Marc. Il est chauffagiste. Il se lève à cinq heures, il rampe dans des caves toute la journée, et le 20 du mois, il compte. Il vote à droite, parce qu'on lui a dit que la droite défendait les gens comme lui.

Nadia et Marc ne se parlent pas. On leur a expliqué qu'ils étaient ennemis. Elle le trouve égoïste. Il la trouve naïve. Ils s'affrontent sur les plateaux qu'ils regardent, dans les urnes où ils votent, dans les commentaires qu'ils écrivent à minuit.

Pendant ce temps, la personne qui possède la chaîne qu'ils regardent, l'immeuble qu'ils habitent et la société qui fait disparaître ses impôts à l'autre bout du monde ne vote ni comme Nadia ni comme Marc.

Elle n'a pas besoin de voter. Elle a déjà gagné avant le scrutin.

Nadia et Marc ont tout en commun : les mêmes heures, les mêmes fins de mois, la même fatigue, la même dignité. On leur a juste appris à ne pas le voir.

Cet appel est écrit pour qu'ils se retournent, ensemble, et regardent en haut.

III. LE VRAI CLIVAGE EST VERTICAL

Depuis deux siècles, on nous raconte que la grande bataille oppose la gauche à la droite. Le progrès à la tradition. L'ouvert au fermé. Regardez le pendule : il change de sens à chaque élection. Il ne change jamais d'axe.

Depuis quarante ans, la gauche gagne : les fortunes du haut grandissent. La droite gagne : les fortunes du haut grandissent. Les gouvernements passent, les majorités s'inversent, les promesses se succèdent, et une courbe remonte sans trêve : celle de la concentration des richesses et du pouvoir entre quelques mains.

Cette courbe a pourtant déjà été pliée. Entre les années trente et les années quatre-vingt, nos grands-parents l'ont fait plonger : impôts fortement progressifs, services publics, droits sociaux, presse plurielle. Retenez ceci : la concentration n'est pas une fatalité, c'est un rapport de force. Et le haut ne concède jamais par bonté. Il concède ce qu'il craint de perdre. Nos aïeux lui ont fait peur. Nous avons cessé de lui faire peur. Voilà toute l'histoire de la courbe.

Ce n'est pas un accident. C'est un système.

Le vrai clivage n'est pas horizontal. Il est vertical. Il ne sépare pas la gauche de la droite. Il sépare le bas du haut. Ceux qui vivent de leur travail, et ceux qui vivent du travail des autres tout en réécrivant les règles à leur profit.

Il ne s'agit pas de deux races d'hommes : la captation est un excès qui guette toute activité humaine, pas un type de personne. Notre adversaire est celui chez qui l'excès est devenu le modèle : capter plus qu'il ne crée, et verrouiller les règles pour que rien ne change.

IV. COMMENT LE HAUT SE MAINTIENT

Quatre rouages suffisent.

Premier rouage : l'adaptation. Le haut n'a pas de camp. Il a des intérêts. Il finance les campagnes des deux bords, place ses conseillers dans tous les cabinets, recycle les ministres sortants dans ses conseils d'administration. Quand la majorité penche à gauche, il parle de progrès. Quand la majorité penche à droite, il parle d'ordre. Il épouse chaque vague pour n'être emporté par aucune. Vous pouvez changer de gouvernement tous les quatre ans : vous ne changez que le personnel d'accueil.

Ce n'est pas un révolutionnaire qui l'a écrit. C'est Adam Smith, le père du libéralisme, en 1776 : toute loi commerciale proposée par les marchands doit être examinée avec la défiance la plus extrême, car elle vient d'un ordre dont l'intérêt n'est jamais exactement celui du public, et qui a souvent trompé et opprimé ce public.

Source : Adam Smith, La Richesse des nations, 1776, livre I, chapitre XI, conclusion.

Deuxième rouage : le détournement. Le clivage gauche-droite n'a pas toujours été une diversion. Il fut fécond tant qu'il portait la question verticale : qui prend, qui rend, qui décide. C'est lui qui a arraché les congés payés et la sécurité sociale. Sa stérilité est récente, et elle est entretenue : on l'a vidé de la question du partage pour le remplir de guerres culturelles. Débattre de tout, avec passion, sauf de la propriété du monde. Tant que Nadia accuse Marc et que Marc accuse Nadia, personne ne lève les yeux. Chaque débat qui nous dresse les uns contre les autres, l'assisté contre le contribuable, le rural contre l'urbain, le natif contre l'immigré, est un débat qui ne porte pas sur l'évasion fiscale, la capture des médias et l'achat des lois. La colère existe : il suffit de la garder à l'horizontale pour qu'elle ne monte jamais. Rome l'avait déjà théorisé :

du pain et des jeux. Deux mille ans plus tard, la recette n'a pas changé. Seuls les écrans sont plus grands.

Troisième rouage : le double jeu. Voici le geste le plus cynique de notre époque, et il faut le regarder en face. Les mêmes qui délocalisent leurs fortunes dans les paradis fiscaux emploient ici, au rabais, les travailleurs les plus vulnérables, souvent venus d'ailleurs. Ils échappent à l'impôt qui finance l'école, l'hôpital et le logement, puis laissent le bas se déchirer sur la question de savoir qui a le droit d'accéder à une école, un hôpital et un logement qu'ils ont eux-mêmes asséchés. Ils créent la pénurie en haut et font juger le partage de la pénurie en bas. L'ouvrier accuse le migrant. Le migrant, exploité, sous-payé, corvéable, n'a rien décidé du tout. Celui qui a signé les deux contrats, celui de l'évasion et celui de l'exploitation, regarde la dispute depuis son étage.

L'étranger n'est pas notre ennemi. Il est, le plus souvent, notre voisin de rang : en bas.

Quatrième rouage : la culpabilité inversée. La planète se dérègle, et elle se dérègle par le haut : le centième le plus riche de l'humanité émet autant que les deux tiers les plus pauvres réunis. Voici pourtant le tour de passe-passe : le concept d'“empreinte carbone individuelle” a été popularisé à partir de 2004 par la campagne publicitaire d'un géant pétrolier. Le pollueur a inventé la balance sur laquelle on vous pèse. Depuis, le haut individualise la faute et monétise le remède. On vous compte vos douches et on vous fait honte d'un billet d'avion par an, pendant que leurs jets décollent à vide. On vous vend la culpabilité, puis on vous vend la rédemption, à crédit et en grande surface. Votre angoisse pour la planète est légitime, elle honore votre lucidité ; mais regardez qui l'exploite : on ne vend jamais mieux qu'à quelqu'un d'inquiet. Pendant que vous trieux vos déchets, leurs lobbys trient les lois. Le but n'est pas de leur imputer chaque degré qui monte. Il est de dire une chose simple.

Aucune somme de gestes individuels ne remplacera des mesures politiques ; et aucune mesure politique sérieuse ne sortira d'un État sous influence.

L'écologie ne bute ni sur la science, ni sur la technique, ni sur votre bonne volonté : elle bute sur la capture de l'État. C'est pourquoi elle n'est pas un sujet à côté du clivage vertical. Elle en est l'otage le plus visible : on a confié l'incendie à ceux qui vendent l'essence, et l'extincteur à ceux qui n'ont rien allumé.

Sources : Oxfam – Stockholm Environment Institute, Climate Equality, 2023 ; campagne publicitaire de BP, « carbon footprint calculator », 2004.

V. LE PORTRAIT DE L'ADVERSAIRE

Ne cherchons pas des noms. Les noms changent, se défendent, se victimisent. Cherchons des comportements. Ils sont, eux, sans excuse.

Vous les reconnaîtrez à ceci : ils gagnent en un jour ce que vous gagnez en une vie, et trouvent encore l'impôt trop lourd.

Vous les reconnaîtrez à ceci : ils logent leurs profits là où il n'y a ni écoles à financer, ni hôpitaux à entretenir, ni routes à réparer, et empruntent chaque jour vos écoles, vos hôpitaux et vos routes.

Vous les reconnaîtrez à ceci : ils achètent des journaux et des chaînes non pour informer, mais pour décider à votre place de ce qui mérite votre colère.

Vous les reconnaîtrez à ceci : ils menacent les États de partir dès qu'une loi les dérange, et les États s'agenouillent, parce qu'on a laissé quelques individus devenir plus lourds que des nations.

Vous les reconnaîtrez à ceci : ils traversent le ciel en jet privé et vous reprochent votre vieille voiture.

Vous les reconnaîtrez à ceci : ils dénoncent l'assistanat du bas et vivent des sauvetages du haut. Quand ils gagnent, les profits sont à eux. Quand ils perdent, les pertes sont à vous.

Vous les reconnaîtrez à ceci : rien ne ruisselle. Jamais. Le ruissellement fut la plus grande promesse non tenue du siècle : l'eau est montée.

Ce n'est pas une figure de style. Regardez ce qu'on a fait de votre argent en vingt ans.

2001. Swissair s'effondre. La Confédération et les cantons engagent plus de 2 milliards pour sauver les vols et lancer Swiss. En 2005, Swiss est vendue à Lufthansa. Sur ses milliards, le public a revu 64 millions. Vous avez payé la compagnie. Un autre l'a emportée.

2006. La France vend ses autoroutes, construites par l'impôt, estimées 24 milliards par sa propre Cour des comptes, cédées pour 15. Depuis, sur 100 euros de péage, jusqu'à 24 partent en bénéfice net. Vous avez payé la route. Vous payez pour y rouler.

2008. Les banques s'effondrent sous leurs propres paris. La France les garantit à hauteur de 360 milliards. La Suisse expose 60 milliards pour UBS. On vous dira qu'elles ont remboursé, avec intérêts, et c'est vrai. Retenez seulement ceci : le risque, personne ne vous a demandé de le prendre. Si le pari avait tourné court, la perte était pour vous. Il a tenu, les bonus sont vite revenus, et votre garantie, elle, n'a jamais été facturée.

2023. Credit Suisse coule à son tour. En un dimanche soir, elle est remise à UBS, la banque sauvée quinze ans plus tôt, et 259 milliards de francs d'argent public sont engagés pour que l'opération tienne. Ni le peuple ni le Parlement n'ont été consultés : la décision est tombée par ordonnance d'urgence. Quand

le Parlement a enfin pu voter, après coup, il a dit non. Son non n'a rien changé. Trois mois plus tard, UBS annonçait le plus gros bénéfice trimestriel de l'histoire bancaire : 29 milliards, nés pour l'essentiel de ce rachat à 3 milliards. Votre argent, qui garantissait tout, vous a rapporté 40 millions. Quinze ans de promesses que cela ne se reproduirait plus. Personne, en haut, n'en doutait.

À chaque fois, les mêmes qui trouvaient l'impôt trop lourd ont trouvé l'État bien utile. À chaque fois, on vous a juré que c'était exceptionnel. Une exception qui revient tous les dix ans porte un autre nom : une règle.

Et retenez ceci, car tout y est : les milliards ont été trouvés en un week-end pour une banque. On les cherche encore pour vos hôpitaux.

Sources : sauvetage de Swissair, crédits fédéraux de 2,05 milliards de francs et 600 millions injectés dans Swiss, 2001-2002 ; vente de Swiss à Lufthansa, 63,67 millions reversés à la Confédération, 2005-2008 ; privatisation des sociétés d'autoroutes, 14,8 milliards d'euros perçus pour une valeur estimée à 24 milliards, Cour des comptes ; Autorité de la concurrence, 2014 ; plan français de soutien aux banques, 360 milliards d'euros dont 320 de garanties, octobre 2008 ; sauvetage d'UBS, 6 milliards de la Confédération et jusqu'à 60 milliards de dollars via la BNS, octobre 2008 ; reprise de Credit Suisse par UBS, 259 milliards de francs d'argent public engagés dont 109 milliards de la Confédération, ordonnance de nécessité, mars 2023 ; session extraordinaire des Chambres, 11-12 avril 2023, rejet des crédits par le Conseil national sans effet juridique ; bénéfice net d'UBS au deuxième trimestre 2023, 29 milliards de dollars, dont 28,9 milliards de goodwill négatif lié au rachat ; prime de garantie versée à la Confédération, 40 millions de francs.

Et soyons précis, car la précision est notre honneur.

Notre adversaire n'est pas l'entrepreneur qui risque, bâtit, embauche et paie ses impôts. Celui-là est des nôtres, quel que soit son compte en banque : il crée, et il rend sa part. Cet appel défend autant le goût de l'effort que le goût du partage. L'un est le meilleur de la droite, l'autre le meilleur de la gauche, et le haut a besoin que ces deux vertus se méprisent pour capter le fruit des deux.

Notre adversaire n'est pas le médecin, le commerçant, le cadre, le petit propriétaire. La guerre entre le bas et le milieu est encore une diversion du haut.

Notre adversaire n'est pas l'étranger, ni le chômeur, ni le fonctionnaire, ni le paysan, ni le citadin.

Et nul ne naît coupable : ni de sa classe, ni de sa couleur, ni de son sexe, ni de son époque. Les procès en héritage, d'où qu'ils viennent, sont une autre manière de garder la colère à l'horizontale : on vous fait juger vos voisins pour ce qu'ils sont, afin que personne ne juge le haut pour ce qu'il fait.

Notre adversaire, c'est un comportement : dominer, capter, ne rien rendre, et tenir les peuples en otage. Quiconque cesse ce comportement cesse d'être notre adversaire. Quiconque l'adopte le devient, quel que soit son camp d'origine, sa nationalité ou son discours.

Nous ne haïssons pas des personnes. Nous refusons un système. C'est notre force : on ne peut pas nous accuser de haine, seulement de lucidité.

Et disons la vérité la plus inconfortable : à leur place, beaucoup d'entre nous feraient pareil. Ce ne sont pas des monstres. Ce sont des humains. Et un humain, installé au sommet, protège le sommet. Il s'entoure de gens qui lui doivent tout, finance ceux qui le protègent, confond peu à peu son intérêt et l'intérêt général, sincèrement, sans même se voir dériver. Le pouvoir ne corrompt pas parce que les puissants seraient mauvais. Il corrompt parce qu'ils sont comme nous. Un historien conservateur et catholique, Lord Acton, l'a gravé pour les siècles : le pouvoir tend à corrompre, et le pouvoir absolu corrompt absolument.

Source : Lord Acton, lettre à Mandell Creighton, 5 avril 1887.

C'est pourquoi la solution n'a jamais été de remplacer les mauvais par les bons. Chaque révolution qui a coupé des têtes a vu de nouvelles têtes repousser exactement au même endroit. La solution est celle que l'humanité applique à tout ce qui est à la fois utile et dangereux, le feu, la route, la médecine : des

règles. Nul ne devrait détenir le pouvoir de se maintenir. Ni un homme, ni un parti, ni une famille, ni une fortune. Ce que nous combattons n'a pas de visage : c'est la possibilité même, pour quiconque, de s'installer au-dessus et de verrouiller la porte derrière soi.

VI. RÉPONSE AUX OBJECTIONS

On nous opposera six arguments. Prenons-les de face, un par un.

“C'est du populisme.”

Si le populisme consiste à dresser une foule contre des boucs émissaires, nous le refusons : nous venons d'exclure, un par un, tous les boucs émissaires habituels. Mais si le populisme consiste à dire que le peuple est souverain et que le pouvoir doit lui rendre des comptes, alors ce mot ne nous insulte pas. Remarquez d'ailleurs qui l'emploie comme une injure : presque toujours ceux qui vivent très bien de l'ordre actuel.

“Unir les extrêmes, c'est la recette des années trente.”

C'est l'objection la plus sérieuse, et elle mérite une réponse sérieuse. Les années trente aussi ont commencé par dénoncer des comportements, la spéculation, les ploutocrates, avant de glisser vers des peuples : le juif, l'étranger, le voisin. Nous connaissons cette pente, et c'est précisément pourquoi cet appel est construit contre elle. D'abord par un garde-fou explicite : le jour où ce mouvement désignerait une origine, une religion ou une couleur de peau comme ennemie, il aurait cessé d'être cet appel et il faudrait le combattre avec cet appel à la main. Ensuite, et surtout, par la nature même de notre revendication. Les années trente réclamaient un chef fort pour punir le haut. Nous réclamons l'inverse : des règles qui empêchent quiconque, y

compris nos propres porte-voix, de s'installer au sommet. Un mouvement dont le cœur est la limitation de tout pouvoir est le plus difficile à confisquer par un homme providentiel, car l'homme providentiel est exactement ce qu'il interdit.

“Vous niez nos vrais désaccords.”

Non. Nadia et Marc sont réellement en désaccord, sur les frontières, la laïcité, la redistribution, l'autorité. Ces désaccords sont légitimes, ils sont anciens, et ils survivront à cet appel. Nous ne demandons à personne de changer d'avis, ni de camp, ni de renier ses valeurs. Nous demandons une trêve sur un seul front, le temps de reprendre la maison commune. Car un désaccord n'a de valeur que si l'arbitre n'est pas acheté. Aujourd'hui, quel que soit le camp qui gagne vos débats, c'est le haut qui écrit le compte rendu. Désencerclez l'État, restaurez l'arbitre, et alors disputez-vous de toutes vos forces : ce jour-là, la dispute redeviendra féconde, comme elle le fut quand elle arrachait des conquêtes. Cette trêve a donc un terme, et ce terme n'appartient à personne : ni à un chef, ni à un porte-voix. Elle prend fin sur des faits que chacun peut vérifier, des règles votées et en vigueur : financements politiques transparents, concentration des médias plafonnée, pouvoir à durée limitée. Nul ne vous demande d'abandonner votre camp. On vous demande de sauver le terrain.

“C'est de la jalousie.”

Non. Nous ne voulons pas leur yacht. Nous voulons l'hôpital qu'ils ferment, l'école qu'ils laissent craquer, le salaire qu'ils font stagner pendant que la productivité monte. La jalousie veut prendre la place de l'autre. La justice veut que chacun paie sa part. Nous demandons la seconde.

“C'est plus compliqué que ça.”

Bien sûr. Tout est toujours plus compliqué. C'est même la fonction de cette phrase : elle est prononcée à chaque fois qu'une vérité simple devient dangereuse. La complexité est réelle dans les moyens. Elle n'existe pas dans le constat : jamais si peu de mains n'ont tenu autant de richesse, de terre, de dette et d'attention. Cela, ce n'est pas compliqué. Ça se compte.

“Vous n'y arriverez jamais, ils sont trop puissants.”

Toute conquête du bas a été déclarée impossible la veille de sa victoire. Une nuit d'août 1789, un système de privilèges que l'on disait éternel s'est effondré en quelques heures. Le suffrage universel, les congés payés, la sécurité sociale : rien de tout cela n'a été offert par le haut. Tout a été arraché par des gens dont on disait qu'ils n'y arriveraient jamais. Le haut a l'argent, les médias et les lobbys. Le bas a une seule chose, mais elle est irrattrapable : le nombre. Ils sont quelques milliers. Nous sommes des milliards. Leur pouvoir tient à une condition unique : que nous ne le sachions pas.

VII. DES PISTES, PAS UN CATÉCHISME

Cet appel n'est pas un programme. Un programme divise, et la division est précisément ce dont le haut se nourrit. Voici des directions ; chaque peuple, chaque pays, chaque assemblée en fera ce que sa situation exige. Mais ces directions ne sont pas une liste où piocher. Elles ont un ordre, car tout dépend de l'ordre.

D'abord, libérer le débat. Transparence intégrale des financements politiques, du lobbying et des allers-retours entre cabinets et conseils d'administration ; et des médias rendus au pluralisme, car nul ne devrait posséder à la fois la fortune et le récit. C'est la condition de tout le reste : aucun peuple ne tranche librement dans un débat acheté, et même le

référendum le plus honnête ne fait que transmettre ce qu'on a mis dans les têtes.

Ensuite, reprendre l'impôt. Ce qui est gagné grâce à un peuple est imposé chez ce peuple. Un État qui ne peut plus prélever l'impôt là où la richesse se crée n'est plus un État, c'est un décor.

Puis, verrouiller. Le pouvoir à durée limitée, clé de voûte : mandats limités, rotation des responsabilités, séparation stricte entre la fortune et la fonction, pour nos adversaires comme pour nous-mêmes ; quiconque, dans ce mouvement, chercherait à s'y installer devra pouvoir être remplacé sans drame. Le peuple comme recours : référendums et initiatives citoyennes, une procédure que n'importe quel groupe de citoyens peut réveiller, pour que l'arbitre cesse d'être un homme qu'on achète. Et la décision au plus près de ceux qui la vivent, partout où la lumière entre, car la proximité sans transparence redevient un huis clos de notables.

Enfin, le levier de chaque jour. Notre argent, notre attention, notre travail sont leurs matières premières. Chaque jour, nous choisissons où ils vont. Le bas n'est pas seulement une victime : il est le sol sur lequel le haut est bâti. Un sol, cela peut décider de trembler.

Sur les moyens, nous ne fixons qu'une règle : rien qui trahisse le texte que vous venez de lire. Notre légitimité est notre arme principale ; quiconque la sabote travaille pour le haut.

VIII. L'APPEL

Nadia, Marc : vous n'avez jamais été ennemis. On vous a volé cinquante ans de conversations.

À celles et ceux qui votent à gauche : votre colère contre l'injustice est juste. Elle mérite mieux qu'un adversaire de diversion.

À celles et ceux qui votent à droite : votre colère contre la trahison des élites est juste. Elle mérite mieux qu'un bouc émissaire.

Vos deux colères sont la même colère. On l'a simplement coupée en deux, parce qu'entière, elle serait irrésistible.

Car le haut n'a jamais rien craint d'autre que ceci : que le bas cesse, ensemble, de coopérer. Pas la violence, qu'il sait retourner. Pas le vote seul, qu'il sait encercler. Les deux ensemble : en 1936, deux millions de grévistes et un gouvernement prêt à signer ont arraché les congés payés en dix jours. La grève seule n'y était jamais parvenue. Le vote seul non plus.

Et quand l'histoire a exigé l'union, elle a su se faire. Dans la France occupée, des gaullistes de droite, des communistes et des démocrates-chrétiens se sont assis à la même table clandestine : le Conseil National de la Résistance. Leur programme commun portait le plus beau nom de notre histoire politique, Les Jours Heureux, et de ce programme est née la sécurité sociale. Que nul ne détourne cet exemple : nous ne comparons personne à un occupant. Nous rappelons un fait : quand la gauche et la droite ont accepté de se battre côte à côte, elles ont bâti ce qui tient encore aujourd'hui.

Source : accords Matignon, 7 juin 1936, et loi du 20 juin 1936 sur les congés payés ; programme du Conseil National de la Résistance, « Les Jours heureux », mars 1944.

Un jeune homme de dix-huit ans, Étienne de La Boétie, l'écrivait déjà il y a près de cinq siècles : les tyrans ne sont grands que parce que nous sommes à genoux. "Soyez résolu de ne servir plus, et vous voilà libres." Cinq siècles que cette phrase attend qu'on la prenne au mot.

Alors levez les yeux.

Ils ont mondialisé leurs profits ; ils ont localisé nos disputes.

Ils ont acheté le récit ; ils n'ont pas acheté nos vies, nous savons ce que nous vivons.

Ils ont l'argent ; nous avons le nombre.

Ils ont besoin de nous chaque matin ; nous n'avons besoin d'eux aucun jour.

Nous ne demandons pas la charité du haut. Nous lui retirons notre consentement.

Ni gauche contre droite. Le bas, uni, face au haut.

ILS ONT DES MILLIARDS.

NOUS SOMMES DES MILLIARDS.

ET VOUS, QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Trente secondes, quatre questions.

Votre avis fera évoluer ce texte.



SCANNEZ AVEC VOTRE TÉLÉPHONE

Vous lisez sur smartphone ? Touchez le lien :

regardezenhaut.com

REGARDEZ EN HAUT · [REGARDEZENHAUT.COM](https://regardezenhaut.com)